

Il a suffi d'un vent de discorde pour dissiper toutes les belles espérances si longtemps caressées. Tant de mains se sont mises au plat—gouvernement, comité des citoyens, conseil-de-ville, syndicat de particuliers—qu'à la fin la sauce s'est trouvée gâtée.

Et maintenant que le mal semble sans remède, on s'accuse mutuellement, chacun cherche à faire peser sur le voisin la responsabilité de ce qui arrive.

Nous regrettons et blâmons ces discussions. De malheureuses questions d'intérêt et de pression politique semblent avoir accentué de jour en jour la division entre divers groupes et amené finalement la catastrophe.

Chacun prétend avoir raison, naturellement. La grande majorité du conseil-de-ville a adopté l'avis du maire qui paraît avoir eu en vue, dans cette affaire, l'intérêt bien entendu de la ville de Québec, et les citoyens, convoqués en assemblée spéciale, ont à leur tour, à la presque unanimité, appuyé le maire et son Conseil, et prié le gouvernement de la province de consentir à ce qu'une commission, formée de membres nommés par lui et par la ville, fut instituée sans délai, selon les prescriptions légales, pour les fins de l'exposition.

La réponse du gouvernement a été négative. Il va se dépenser maintenant beaucoup d'encre, de talent et de paroles en justifications et récriminations, plus qu'il n'en aurait fallu pour faire de l'exposition un magnifique succès industriel et financier.

Tout cela est bien peu pratique. Si encore la leçon pouvait porter ses fruits !...

J. T.

NOTES SPECIALES.

Il n'y a pas de raison pour que l'on paie \$1.00 de plus par caisse pour des allumettes qui ne valent pas mieux que les "Dominion", simplement parcequ'elles sont contrôlées par une maison très puissante. Les allumettes "Dominion", dont la fabrication a été grandement améliorée, depuis deux ou trois ans, sont maintenant, sinon supérieures, au moins égales aux meilleures marques qu'il y ait sur le marché. Pour être certain d'obtenir le véritable article adressez-vous au gérant de la succursale de Montréal, M. Lefebvre, No 275 rue St. Paul.

La maison Drouin Frères & Cie, de Québec, offre en vente trois qualités de tabac en feuilles naturelles préparées d'après un nouveau procédé dont cette maison possède seule le secret.

Les tabacs offerts sont de toute première qualité et ont été récoltés sur les meilleurs fermes des comtés de Montcalm et de Joliette.

MM. Drouin Frères et Cie garantissent que leurs tabacs donneront toute satisfaction à ceux qui les essaieront : Ils sont très nets, exempts complètement de toute terre et de sable, par conséquent faciles à couper contrairement aux autres tabacs ordinairement mal nettoyés.

Les tabacs sont mis en boîtes de 100 lbs, toutes les feuilles sont de même longueur et d'égale couleur.

La feuille est naturelle, exempte de toute composition et de trace de vapeur, son arôme est exquis, aucun tabac de la Province de Québec ne peut rivaliser avec ceux de MM. Drouin Frères et Cie dont l'annonce se trouve dans une autre colonne. Demandez-leur des prix et des échantillons.

REVUE COMMERCIALE ET FINANCIÈRE

Montréal, 5 juillet 1894.
FINANCES.

Le taux d'escompte de la banque d'Angleterre reste à 2 p. c. ; sur le marché libre, le taux de l'escompte pour les effets de 1 à 4 mois est de 1½ p. c.

L'encaisse métallique de la banque d'Angleterre a augmenté de £412,439 pendant la semaine. Celle de la banque de France a augmenté de 25,000,000 de francs, or et de 1,975,000 francs, argent.

Les consolidés anglais clôturent à 101.3½ ; le 3 p. c. français à 100.72½.

A New-York, les prêts à demande sont à 1 p. c. ; les prêts à terme, de 1 à 3 p. c., suivant l'échéance, et l'escompte des effets de commerce, de 2½ à 3 p. c.

Le mouvement des fonds par l'entremise des banques est en diminution de \$1,800,000 sur la semaine correspondante de 1893.

Le change sur Londres est un peu plus facile.

Les banques vendent leurs traites à vue à une prime de 9½ à 9½ et leurs traites à 60 jours à une prime de 9½ à 10. Les transferts par le câble sont à 10 de prime. Le change à vue sur New-York est du pair à 1/16 de prime. Les francs valaient hier à New-York, 5.16½ pour papier long et 5.15 1/16 pour papier court.

La bourse n'a pas siégé lundi, jour de fête légale ; non plus qu'hier, en l'absence de rapports des bourses de New-York et de Londres qu'a interceptés la fête du 4 juillet. Aujourd'hui, il y a eu une assez bonne activité à des cours soutenus.

La banque de Montréal a fait 219½ et 220 ; la banque des Marchands, 161½ et 162 ; la banque Hochelaga fait 127½.

Les banques canadiennes sont cotées en clôture comme suit :

	Vend.	Ach.
Banque du Peuple.....	124	110
" Jacques-Cartier.....	117½	100
" Hochelaga.....	130	125
" Nationale.....	75	60
" Ville-Marie.....	...	

La banque d'Hochelaga a décidé d'augmenter des actions pour \$90,000 de manière à porter son capital à \$800,000. Cette émission sera faite au taux de 120 ; les actions seront payées par versements mensuels avec intérêt de 6 p. c. Elles seront partagées entre les actionnaires à raison de 1 action nouvelle pour 8 anciennes. Cette opération qui donnera à la banque un capital de \$108,000 dont \$90,000 seulement recevront des dividendes, lui fait réaliser un joli petit bénéfice de \$18,000, tout en lui permettant d'augmenter sa circulation de près de \$100,000. Ce sera bien le diable si elle ne trouve pas, avec \$180,000 de plus à sa disposition, le moyen de payer 7 p. c. de dividende sur \$90,000 et de garder du bénéfice pour la réserve.

Les nouvelles actions du Téléphone ont fait 144 ; celles des Chars Urbains 144½ à 144½ ; le Gaz s'est vendu à 168 et 167½ ; le Télégraphe à 149½ ; le Câble à 139½ et les Chars Urbains, anciennes actions, à 149½ et 150.

La compagnie de Coton de Montréal s'est vendue 119 et la Dominion à 104.

COMMERCE

Encore une semaine tranquille à ajouter aux autres. A force de regarder à l'horizon si l'on ne pourrait point voir poindre l'aurore de jours meilleurs, on a fini par se persuader que nous aurions peut-être un peu de reprise lorsque la question du tarif aux Etats-Unis serait définitivement réglée. Or le Sénat de Washington vient de voter définitivement, ces jours-ci, l'ensemble du tarif, mais comme le projet du Sénat comporte de nombreux amendements sur celui de la chambre des Représentants, ces amendements devront revenir devant cette dernière chambre ; si celle-ci ne les approuve pas tous, il faudra une conférence entre les deux chambres et le vote de tout le congrès. Comme on le voit, le projet a encore une carrière assez longue et assez ardue à parcourir avant d'avoir définitivement force de loi.

Mais comme nous espérons aussi bénéficier de la reprise des affaires aux Etats-Unis, même sans tarif, nous sommes encore désappointés par la terrible désorganisation commerciale, financière et agricole que produit la grève des employés de chemins de fer à Chicago et dans les états environnants. Cette grève, la plus considérable qu'on ait vue aux Etats-Unis, a une origine bien mince. Il existe des difficultés entre Pullman, le propriétaire des wagons de ce nom, avec ses ouvriers à Pullman, Ill. Le propriétaire refuse de soumettre les difficultés à l'arbitrage d'étrangers. La dessus les ouvriers déclarent l'établissement en quarantaine et l'Union des employés de chemins de fer, prenant fait et cause pour les ouvriers de Pullman, déclare grève contre tous les chemins de fer se servant de wagons Pullman. Il en est résulté une grève qui a réduit à l'impuissance une vingtaine de lignes de chemins de fer rayonnant autour de Chicago, couvrant une dizaine d'Etats de l'Union, s'étendant jusqu'à Winnipeg où les ouvriers du Northern Pacific ont dû suspendre leurs travaux.

Les établissements industriels de Chicago, déjà si éprouvés par la grève des charbonniers se trouvent privés de matières premières ; les immenses abattoirs, les énormes fabriques de salaisons ont renvoyé leurs ouvriers ; c'est une population ouvrière de plusieurs millions d'hommes qui se trouvent arrêtés. Les chemins de fer perdent, de \$250,000 à \$300,000, par jour. Tout le commerce est paralysé.

Mais pendant que les troubles ouvriers viennent ainsi retarder le retour de la prospérité aux Etats-Unis, nous avons salué avec joie, à Montréal, la réouverture des ateliers du Grand-Tronc, qui en donnant de l'ouvrage à un millier de pères de famille, va produire un changement très favorable dans le commerce de détail de la ville.

Le commerce de la campagne, en fait de ventes, se trouve un peu plus actif : les travaux des semailles étant terminés et ceux des foins n'étant pas encore commencés d'une manière régulière, les cultivateurs font quelques achats en nouveautés, en ferronnerie et outillage surtout. Les achats aux commis-voyageurs se font également sur une échelle plus libérale ; les apparences de la récolte s'affirmant de plus en plus du côté de l'abondance et donnant plus d'espoir aux marchands comme à leurs clients.

Il serait temps que cette reprise de l'animation s'étendit jusqu'à notre industrie ; peut-être est-ce plus proche